

CHUTES DE NEIGE

Routes bloquées et foyers privés de gaz

A chaque hiver sa part de dégâts et à chaque intempérie son lot de désagréments. Cette année encore, les chutes de neige ont bloqué plusieurs routes et empêché l'approvisionnement en bonbonnes de gaz.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Bien installé depuis déjà deux semaines, le mauvais temps persiste notamment sur les régions du centre et de l'est du pays.

Les importantes chutes de neige n'ont pas été sans conséquences. Plusieurs axes routiers ont été bloqués à la circulation. Une situation qui s'est répercutée

sur l'approvisionnement en bonbonnes de gaz. Des foyers se sont ainsi retrouvés dépourvus de gaz en pleine période de froid et des villages entièrement isolés.

Un épisode qui se répète à chaque hiver sans que les autorités concernées n'y remédient. Des centaines d'automobilistes

se sont également retrouvés coincés sur les routes.

D'ailleurs, les services de la Protection civile ont intervenu dans plusieurs wilayas pour le sauvetage de personnes restées bloquées à bord de leurs véhicules immobilisés par la neige.

C'est le cas à Bordj-Bou-Arreridj où 23 personnes ont été secourues sur différentes routes notamment dans les communes de Bordj Zemmoura, Bordj Ghdir et Djaâfra suite au cumul de neige.

Malgré les multiples opérations de déneigement, le trafic routier reste très difficile dans les wilayas de Bouira, Tizi-Ouzou, Jijel, Mila, Béjaïa, Bordj-Bou-Arreridj, Sétif, Constantine et Médéa, précisent les services de la Protection civile.

A Sétif, la plupart des axes routiers desservant la wilaya et les communes des Hauts-Plateaux ont été bloqués suite à la neige qui est tombée depuis vendredi dernier. Selon la Gendarmerie nationale, jusqu'à hier en fin de matinée, toutes ces routes sont restées bloquées par la neige.



Photo : D. R.

Les chutes de neige ont bloqué plusieurs routes et empêché l'approvisionnement en bonbonnes de gaz.

Plusieurs axes routiers de la wilaya de Constantine restent aussi difficiles d'accès. Comme dans toutes les wilayas touchées par les chutes de neige, Batna connaît une circulation automobile extrêmement difficile sur les routes de montagne.

Les abondantes chutes de neige qu'a connues la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj dans la nuit de

dimanche dernier à hier, ont également bloqué plusieurs axes routiers. Selon la Gendarmerie nationale, la circulation est restée impossible notamment sur plusieurs routes nationales.

L'hiver se poursuit et les flocons de neige risquent de perdurer. La prudence est de mise sur les routes.

Ry. N.

Opération de sauvetage
du navire ZEUS-Iréussie

Des unités de recherche et de sauvetage de l'ANP relevant des forces navales ont réussi, hier matin, à éviter une catastrophe humaine qui aurait pu coûter la vie à 21 membres de l'équipage du navire marchand *ZEUS-I* battant pavillon panaméen.

Dans un communiqué parvenu à notre rédaction, l'ANP précise que l'opération de sauvetage a eu lieu suite à la réception par le centre national des opérations de surveillance et de sauvetage des forces navales d'un signal de détresse provenant du navire marchand après une panne de moteur.

«En dépit des mauvaises conditions météorologiques et la position périlleuse du navire marchand, le remorqueur de haute mer des forces navales a réussi à remorquer le navire vers le port d'Alger et de sauver l'équipage» ajoute plus loin le communiqué.

ALORS QUE SA MISE EN PLACE N'EST PAS À L'ORDRE DU JOUR

Les professionnels appellent à l'installation
de l'institut de veille sanitaire

Les épidémiologistes alertent depuis une vingtaine d'années sur l'urgence de la mise en place d'un Institut national de veille sanitaire (INVS). A ce jour, les autorités font la sourde oreille. Pourtant, selon le professeur Abdelouahab Bengounia, chef de service épidémiologie et médecine préventive au CHU Mustapha-Pacha, ce système nous aurait évité bien des polémiques et des failles dans la gestion des crises sanitaires.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - «Si l'Algérie disposait d'un institut de veille sanitaire, la polémique sur le gaz de schiste n'aurait pas eu lieu» a cité, à titre d'exemple, le professeur Bengounia qui s'exprimait hier au forum du quotidien *El*

Moudjahid. Un institut de veille sanitaire, dit-il, a pour missions d'effectuer, entre autres, la surveillance et l'observation permanente de l'état de santé de la population, ce qui permettrait de connaître les causes et l'évolution des risques sanitaires, de détecter tout événement susceptible de modifier ou d'altérer l'état de santé de la population, d'alerter les pouvoirs publics en cas de menace sur la santé publique et recommander des mesures appropriées, d'assurer toute action de veille sanitaire pour identifier les causes d'une modification de l'état de santé de la population, notamment en situation d'urgence...

Pourtant ce projet ne figure même pas dans les propositions de la nouvelle loi sanitaire, déplore le professeur Bengounia. Pourquoi ? L'invité du forum d'*El Moudjahid* est incapable d'avancer

une explication. Le ministère de la Santé, dit-il, n'a jamais refusé l'idée et en même temps, il ne l'a jamais initiée. La seule explication pour ce blocage, selon le professeur, est «le laisser-aller». Selon lui, cet institut, s'il avait été mis en place, il aurait évité à l'Algérie de jeter et de gaspiller 20 millions de doses de vaccin et 700 000 boîtes de tamiflu achetés lors de la grippe H1N1 en 2009.

Le plus aberrant, poursuit-il, c'est que l'Algérie gaspille des dizaines de milliards dans le secteur de la santé sans que cela ait un impact sur la qualité des soins qui reste défailante. Le professeur s'interroge, d'ailleurs, sur la politique du ministère de la Santé qui décide à chaque fois d'éponger les dettes des hôpitaux.

«Ceci doit se faire au cas par cas et le gestionnaire doit prouver un cas de force majeure» a-t-il indiqué. Pour justifier le pro-

jet, le conférencier a expliqué qu'un institut de veille sanitaire s'impose en raison de la gravité de la situation sanitaire nationale. Celle-ci, dit-il, «nous interpelle tous, tant pour les maladies transmissibles et non transmissibles, que pour certains fléaux et autres risques majeurs pour la santé publique». L'Algérie enregistre plus de 50 000 nouveaux cas de cancer par an, 136 cas de tuberculose par 100 000 habitants contre seulement 31 cas sur 100 000 en Tunisie.

L'augmentation de la prévalence des cas de sida, la prévalence élevée en hépatite C, l'augmentation du taux de mortalité et le retour de certaines maladies comme la rage (22 cas en 2013), tous, estime le professeur, sont des indicateurs qui doivent nous interpeller pour agir.

S. A.

RÈGLES D'ÉTHIQUE DANS LE MILIEU BANCAIRE

La Banque d'Algérie se penche sur la question

Une conférence sur l'éthique dans le milieu bancaire a été organisée, hier, par la Banque d'Algérie, au siège de l'Ecole supérieure de banque (ESB).

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - L'objectif de cette rencontre est de faire connaître, aux banquiers algériens et les spécialistes du domaine, les dernières évolutions en termes d'éthique et de responsabilité dans le milieu aussi bien financier que bancaire.

D'ailleurs, comme l'a souligné le gouverneur de la Banque d'Algérie, «des manquements au niveau de l'éthique dans l'activité bancaire ont été mis à nu durant la crise financière mondiale».

«Cette rencontre porte sur l'éthique et le rôle des banques. Comme vous le savez, la crise financière mondiale a mis en avant les manquements au niveau de l'éthique au niveau de l'activité bancaire et financière internationale.

D'ailleurs, le FMI a consacré l'une des sessions de sa conférence annuelle, qui s'est déroulée le mois d'octobre dernier, à la question de l'éthique», a expliqué plus loin Mohamed Laksaci. Dans

son allocution d'ouverture avant la conférence animée par le professeur belge Philippe Van Parijs, le gouverneur de la Banque d'Algérie soutient également qu'en ce qui concerne l'Algérie, «le renforcement du cadre légal en 2003 mais également aussi les modifications apportées à la loi sur la monnaie et le crédit en octobre 2010 ont renforcé le cadre légal en ce qui concerne la question d'éthique au niveau de l'activité bancaire».

«La BA est chargée des contrôles des banques qu'il s'agisse des contrôles des opéra-

tions du commerce extérieur ou opérations du crédit. Mais la question de l'éthique est fondamentale au niveau des banques car elle a un lien avec la confiance.

Elle concerne également la transparence dans les opérations au niveau des banques vis-à-vis de la clientèle et le respect des engagements à l'égard de la clientèle», soutient-il.

Pour le premier responsable de la Banque d'Algérie, la venue de cet éminent professeur est «un privilège», car «il a consacré 30 années à la recherche et à la

réflexion de la question d'éthique au niveau financier». De son côté, Philippe Van Parijs, professeur en philosophie, en économie et en droit, a mis en valeur la nécessité d'avoir une plus grande transparence dans la gestion de la société dans ses différentes composantes notamment économiques telles que les banques, établissements financiers et institutions.

«Sans transparence ni éthique, la confiance disparaîtrait avec les conséquences dramatiques qui peuvent en découler», précise-t-il.

S. B.